

RODRIGUEZ
GROUP

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 31 MARS 2012

SOMMAIRE

I – ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 31 MARS 2012	3
II – RAPPORT D’ACTIVITE DU DIRECTOIRE AU 31 MARS 2012.....	5
III – COMPTES CONSOLIDES AU 31 MARS 2012.....	16
A - Etat de la situation financière (Bilan)	17
B - Compte de résultat	18
C - Etat du résultat global.....	19
D - Etat de flux de trésorerie.....	20
E - Etat de variation des capitaux propres.....	21
F - Notes annexes aux comptes consolidés.....	22
IV – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L’INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE AU 31 MARS 2012	47

**I – ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT
FINANCIER SEMESTRIEL
AU 31 MARS 2012**

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

ALEXANDRE RODRIGUEZ
Président du Conseil de Surveillance

ERIC DE SAINTDO
Président du Directoire

II. RAPPORT D'ACTIVITE DU DIRECTOIRE
AU 31 MARS 2012

Nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur les comptes sociaux et consolidés de Rodriguez Group pour le 1^{er} semestre 2011/2012, clos le 31 Mars 2012.

1. Evolution de l'activité

1.1 Faits significatifs du 1^{er} semestre 2011/2012

Renégociation des conditions de remboursement du passif gelé de SNP Boat Service

Par jugement rendu le 13 décembre 2011, notifié à la société le 21 décembre 2011, le Tribunal de Commerce de Cannes a fait droit à la demande de SNP Boat Service de modifier son plan de sauvegarde. Le jugement a notamment stipulé que les échéances du plan de sauvegarde (fournisseurs et banques) seront réglées le 31 octobre de chaque année, et non plus en avril (pour les fournisseurs) et en juin (pour les banques).

Par exception, la dernière échéance du plan reste fixée au 20 avril 2020.

En outre, dans le cadre du protocole bancaire, tout règlement effectué en cours d'année et qui excèderait le montant dû au titre de l'échéance de cette même période tel qu'initialement prévu par le protocole, sera imputé en préférence sur l'échéance de l'année suivante.

Le plan de Sauvegarde du Yacht n'est pas concerné par ce jugement.

Cette décision a conduit le Groupe à constater, dans les comptes arrêtés au 31 mars 2012, un produit d'actualisation de 0,9 M€ qui se décompose d'une part en un produit sur actualisation de la dette financière de 0,6 M€, et d'autre part en un produit d'actualisation sur les autres éléments du passif gelé de 0,3 M€.

Nouveau partenariat avec le chantier Cerri – Groupe Baglietto

Rodriguez Group a signé en février un partenariat avec le chantier Cerri – Groupe Baglietto, récemment repris par SIAS (Societa Iniziative Autostradali e Servizi), deuxième groupe autoroutier italien avec la gestion de près de 18% du réseau autoroutier italien, et acteur majeur dans la construction, les transports, la logistique et les chantiers navals. Ce groupe, qui est coté en bourse, est dirigé par l'industriel Beniamino Gavio.

Dès 2012, deux unités en composite, un 86' et un 102' des chantiers Cerri – Groupe Baglietto – viennent étoffer la gamme des sportfly rapides distribués par Rodriguez Group.

En 2013, ces unités passeront en 90' et 110'. Pour 2014, un 130' est déjà annoncé, se présentant comme un des Opens rapides parmi les plus grands de la flotte mondiale.

Toutes ces unités seront distribuées en exclusivité mondiale par Rodriguez Group.

Ouverture d'un nouveau shipchandler « Le Yacht L'Annexe »

Le shipchandler de Rodriguez Group « Le Yacht », étend son offre de service en ouvrant un tout nouvel espace destiné aux professionnels : « Le Yacht L'Annexe ». Celui-ci est situé au cœur même du chantier naval G. Rodriguez, sur le Port Camille Rayon à Golfe Juan, au plus près des activités de refit et d'entretien, pour proposer un vaste choix de produits (plus de 500 références), ainsi que l'expertise de ses conseillers-vendeurs.

Projet de création d'une entité monégasque

Afin de développer l'activité du Groupe, il a été jugé opportun d'implanter une structure sur le territoire monégasque. Il a donc été proposé de créer une société à responsabilité limitée de droit monégasque dont le capital social serait de 15 000 €.

Le Conseil d'Administration de SNP Boat Service a autorisé, le 24 octobre 2011, la souscription, à hauteur de 99% dans le capital de cette société.

Cette entité n'est pas encore constituée au 31 mars 2012.

Gouvernance

Le 30 mars 2012, Alexandre Rodriguez a été nommé au poste de Président du Conseil de Surveillance de Rodriguez Group, succédant ainsi à Laurence Rodriguez, et ce pour la durée de son mandat de membre du Conseil.

1.2 Événements postérieurs à la clôture

Paiement de la deuxième échéance du plan de sauvegarde

Les entités Rodriguez Group, SNP Boat Service Le Yacht et SAS G. Rodriguez ont procédé, au cours du mois d'avril 2012, au règlement de la deuxième échéance du plan de sauvegarde, conformément aux modalités prévues par leur plan de sauvegarde.

Présence du Groupe au salon de Hainan en Chine

Pour la deuxième année consécutive, Rodriguez Group a été présent au Hainan Rendez Vous qui a tenu sa troisième édition entre le 5 et le 8 avril 2012 dans la ville de Sanya, au sud de la Chine. Ce salon, qui regroupe tous les secteurs du luxe, constitue une occasion privilégiée d'aller à la rencontre de la clientèle asiatique, en particulier chinoise, qui constitue un véritable marché d'avenir pour l'industrie nautique.

1.3 Evolution par segment d'activité

(En milliers d'euros)	31/03/2012	31/03/2011
Vente de bateaux	19 671	42 117
Services	10 529	10 188
Produits de l'activité	30 200	52 305

1.3.1 ACTIVITE VENTE BATEAUX**Vente de bateaux neufs**

L'activité vente de bateaux neufs a généré au 1^{er} semestre un chiffre d'affaires de 16,1 M€ contre 32,5 M€ au 1^{er} semestre de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique par le choix du Groupe RODRIGUEZ d'orienter sa production vers les unités de grandes tailles, aux délais de production plus longs et dont la vente n'est pas attendue avant la seconde partie de la construction, voire après les premiers essais en mer.

D'autre part, le Groupe propose désormais des modèles et des gammes nouvelles (50 mètres en aluminium ITALYACHTS, 86 pieds et 102 pieds CERRI), unique sur le marché, et pour lesquels aucun produit « de démonstration », permettant de déclencher une vente en début de production ou sur plans, n'est disponible.

Vente de bateaux d'occasion

Le chiffre d'affaires bateaux d'occasion a atteint 3,6 M€ contre 9,6 M€ au 1^{er} semestre de l'exercice précédent.

Par ailleurs, en raison du déstockage massif des bateaux d'occasion depuis plusieurs mois, l'activité Vente de bateaux d'occasion a vocation à continuer de baisser de manière significative, le cœur de métier du Groupe devant redevenir la Vente de bateaux neufs.

1.3.2 ACTIVITE SERVICES ET PRODUITS ASSOCIES

Les services associés (Brokerage, Charter, Management de bateaux, Chantiers d'entretien, Shipchandlers) constituent des activités stratégiques pour la fidélisation de la clientèle.

L'activité Services enregistre une belle progression sur la période (passant de 5,4M€ sur le deuxième trimestre 2010/2011 à 6,3 M€ sur le deuxième trimestre 2011/2012, soit une progression de 19 %), témoignant ainsi de la bonne santé des activités dites de Services, incluant celles développées par le groupe Camper & Nicholsons notamment dans le brokerage.

1.4 Recherche et développement

Les dépenses de développement sont essentiellement liées à des projets de conception de lignes de Très Grandes Unités, nettement individualisés et pour lesquels de sérieuses chances de rentabilité commerciale existent. Ces projets correspondent à l'effort réalisé par Rodriguez Group dans la mise en œuvre de plans et études pour la production de nouvelles lignes de bateaux de plaisance. Aucun frais de développement n'a été activé au cours du semestre.

2. Résultats et situation financière

2.1 Activité et résultats de la Société-mère

(En milliers d'euros)	31/03/2012	31/03/2011
Chiffre d'affaires	-	-
Autres achats et charges externes	(290)	(405)
Impôts, taxes et amortissements	(54)	(29)
Salaires et charges sociales	(405)	(312)
Autres produits et charges	10	2
Résultat d'exploitation	(740)	(745)
Résultat financier	177	(101)
Résultat exceptionnel	(75)	(392)
Impôt sur les bénéfices	-	-
Résultat net	(638)	(1 238)

Rodriguez Group est une société holding qui n'a pas d'activité commerciale propre. Elle détient des participations majoritaires dans les principales sociétés commerciales du Groupe.

Conformément à son objet, la Société n'a généré aucun chiffre d'affaires.

En revanche, Rodriguez Group étant la structure cotée en Bourse, elle supporte tous les frais liés à la cotation. Ainsi au 1^{er} semestre, les achats et charges externes ont atteint 0,3 M€, contre 0,4 M€ au 1^{er} semestre 2010/2011. Ils sont constitués essentiellement des frais de publication et de la rémunération des différents prestataires en rapport avec la cotation du titre.

Monsieur Eric de Saintdo est rémunéré en tant que Président du Directoire dans la Holding.

En synthèse, le résultat d'exploitation reste stable à - 0,7 M€.

Le résultat financier est passé de -0,1 M€ au 1^{er} semestre 2010/2011 à 0,2 M€ ce semestre.

Le résultat exceptionnel de -0,1 M€ (contre -0,4 M€ au semestre précédent) est relatif aux charges liées au contrôle fiscal.

En synthèse, le résultat net est de - 0,6 M€ contre - 1,2 M€ sur la même période en 2010/2011.

2.2 Comptes consolidés du 1er semestre 2011/2012

Tous les éléments concernant les principes de consolidation sont présentés dans les notes annexes des états financiers consolidés joints au présent rapport.

(En milliers d'euros)	31/03/2012	31/03/2011
Produits de l'activité	30 200	52 305
Résultat opérationnel courant	(12 810)	(5 022)
Résultat opérationnel	(14 832)	(7 981)
Résultat financier net	(2 422)	(2 182)
Produits (charges) d'impôt	(86)	(93)
Résultat net (part du groupe)	(17 243)	(10 199)

Chiffre d'affaires et Résultat

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe au 31 mars 2012 s'établit à 30,2 M€ contre 52,3 M€ en 2010/2011, soit une baisse de 42 %.

Une diminution du résultat opérationnel courant à -12,8 M€ contre -5 M€ en 2010/2011 qui s'explique principalement par :

- Une diminution de la marge qui reste cependant positive,
- Une augmentation de 6,9% des charges externes à 9 M€ au 1^{er} semestre 2011/2012 contre 8,4 M€ au 1^{er} semestre 2010/2011,
- Des charges de personnel stables à hauteur de 7,9 M€.

Cette diminution prend également en compte des reprises nettes de provisions pour risques et charges, dont 4,5 M€ sur le litige V, et 1,2 M€ sur le litige fiscal relatif à la TVA Italienne. Les charges correspondantes ont été comptabilisées sur la période.

Le résultat opérationnel est de -14,8 M€ contre -8 M€ au 1^{er} semestre 2010/2011.

Le résultat financier est lié essentiellement à la charge d'actualisation de la dette remboursable dans le cadre de la sauvegarde d'un montant de 2,3 M€ sur la période.

Le résultat net part du groupe atteint -17,2 M€ contre -10,2 M€ au 1^{er} semestre 2010/2011. Il convient de noter que le résultat financier est stable.

Situation financière

(En milliers d'euros)	31/03/2012	30/09/2011
Dettes financières non courantes	(84 145)	(82 056)
Dettes financières courantes	(907)	(2 767)
Trésorerie active	22 219	25 784
Endettement net	(62 833)	(59 039)

La trésorerie nette consolidée atteint 19,5 M€ contre 23,2 M€ au 30 septembre 2011. Cette diminution s'explique principalement aux remboursements effectués par le Groupe (-2,2 M€) dans le cadre du protocole bancaire et également par les investissements réalisés par le Groupe pour la mise en construction de nouvelles unités dans les chantiers partenaires afin de dynamiser l'activité vente de bateaux neufs et obtenir des marges plus importantes.

La dette financière nette consolidée s'établit à 62,8 M€ au 31 mars 2012 contre 59 M€ au 30 septembre 2011.

Des informations plus détaillées sur les caractéristiques des emprunts et des dettes financières du Groupe figurent en note annexe des comptes consolidés.

2.3 Principaux risques et incertitudes

Les risques généraux inhérents à la société sont ceux décrits dans la note 7.5 gestion des risques du rapport de gestion sur l'exercice 2010/2011. Seuls les risques fiscaux ont évolué au cours du semestre :

Litiges fiscaux

- CAMPER & NICHOLSONS

La procédure fiscale engagée à l'égard des sociétés Camper & Nicholsons International et Camper & Nicholsons France n'a pas connu d'évolution récente. Le dossier est toujours pendant devant la sous-direction du contrôle fiscal de la Direction Générale des Finances Publiques dans le cadre d'un recours hiérarchique exercé par les sociétés. Les sociétés considèrent que dans le cadre de ce recours hiérarchique, seront menées des discussions constructives qui pourraient aboutir dans les mois à venir à un accord avec l'Administration Fiscale. Si ces négociations ne peuvent aboutir à un montant raisonnable pour les sociétés, elles contesteront par voie contentieuse la quasi totalité des redressements notifiés. Bien qu'il soit encore trop tôt pour évaluer avec précision l'impact financier des procédures fiscales en cours d'instruction, le Groupe a prudemment provisionné le risque fiscal compte tenu de l'état actuel du dossier et des axes de défense envisagés.

Au cours de l'exercice 2010/2011, un complément de provision est constaté sur le contrôle fiscal subi par Camper & Nicholsons France, conséquence directe de celui subi par Camper & Nicholsons International.

Les négociations avec la DGFP sont toujours en cours à la date du 31 mars 2012.

- SNP BOAT SERVICE

La société SNP Boat Service fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices clos du 30 septembre 2008 au 30 septembre 2010. Les opérations matérielles de vérification sont toujours en cours et la société n'a à ce jour reçu aucune proposition de rectification.

Une provision pour risque avait été constatée concernant un litige relatif à des remboursements de TVA étrangère et à des droits de douane étrangers. Au cours du premier semestre, SNP Boat Service a repris la provision qu'elle avait constituée dans le cadre du litige fiscal sur TVA en Italie pour 1,2 M€. Les sommes dues à l'administration fiscale italienne doivent faire l'objet d'une compensation sur les crédits de TVA à rembourser et définis au travers d'un plan de remboursement.

- **RODRIGUEZ GROUP**

La société Rodriguez Group fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices clos du 30 septembre 2008 au 30 septembre 2010. La société a reçu la proposition de rectification afférente aux exercices 2008 et 2009 pour un total de 150 K€. Les seuls points de rectification portent sur la réintégration de la renonciation à recettes que la société consent au profit de ses filiales. Du fait du régime d'intégration fiscale pour lequel ont opté les sociétés françaises composant le Groupe, ces rectifications n'emportent aucune autre conséquence financière.

Litiges commerciaux

- **LITIGE V**

Un litige oppose la société SNP Boat Service à la société V, au sujet de la résiliation d'un contrat de vente d'un yacht à construire par des chantiers navals italiens. En exécution de ce contrat, la société V a réglé à la société SNP Boat Service, avant l'ouverture de la sauvegarde, 50 % du prix.

Les chantiers se sont engagés au cours de la période d'observation de la société SNP Boat Service à faire leurs meilleurs efforts pour construire le bateau commandé par V et à le livrer directement à cette dernière sans exiger d'elle un complément de prix, de sorte que la responsabilité de la société SNP Boat Service ne soit plus recherchée.

Pour parvenir à cet accord de livraison, la société SNP Boat Service a fait livrer aux chantiers les motorisations et équipements destinés à être installés sur le yacht à livrer.

Cet accord, intervenu entre la société SNP Boat Service et les chantiers, a été définitivement autorisé par le Juge commissaire. Dans ce contexte ce dernier a également prononcé la résiliation du contrat de vente conclu initialement entre la société SNP Boat Service et V.

V conteste cette résiliation et réclame, consécutivement à celle-ci, la fixation au passif de la société SNP Boat Service d'une créance indemnitaire correspondant au montant des acomptes versés avant la sauvegarde, augmentée d'intérêts de retard.

La société SNP Boat Service conteste devant le Tribunal de commerce de Cannes et le Juge commissaire de telles prétentions. Elle considère que V ne peut pas sérieusement s'opposer à la résiliation et ne subit aucun préjudice de ce fait, dès lors qu'elle dispose d'un engagement exprès de livraison donné par les chantiers navals avec l'accord du juge commissaire. En outre, V a saisi à l'étranger, en violation du droit français des procédures collectives, un yacht appartenant à la société SNP Boat Service. Eu égard à la valeur significative de ce bateau, le Groupe avait constitué en 2009/2010 une provision d'un montant de 4,5 M€. Celle-ci a été reprise au 31 mars 2012, les parties étant sur le point de trouver une issue au litige qui les oppose. Compte tenu de la transaction en cours, une provision sur la valeur du bateau a été constituée à hauteur de 4 M€.

Autres litiges clients et fournisseurs

Dans le cadre de la procédure de sauvegarde, le Groupe avait toujours dans ses comptes, à l'ouverture de l'exercice 2011/2012, une provision de 2,7 M€ (après actualisation) se rapportant à divers litiges avec des clients, ainsi qu'une provision de 0,4 M€ (après actualisation) se rapportant à des litiges avec des fournisseurs. Ces provisions ont pour objet de prendre en compte les risques évalués lors de la vérification des créances déclarées auprès du Mandataire Judiciaire et contestées. Les ordonnances rendues par le juge-commissaire lors du premier semestre 2011/2012 ont conduit le Groupe à reprendre ces provisions à hauteur de 0,1 M€ exclusivement sur des litiges fournisseurs, et les créances concernées ont été constatées en créances admises.

3. Principales transactions entre parties liées

Les informations sur les opérations entre les parties liées relatives au 1^{er} semestre 2011/2012 figurent en note 20 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 mars 2012.

4. Stratégie et perspectives

Depuis le début de l'exercice 2011, Rodriguez Group a mis en place un nouveau Business Modèle élaboré sur les principes suivants :

- Élargissement de la gamme de yachts « open » vers des unités à semi-displacement et displacement.
- Nouveaux partenariats avec deux chantiers italiens sur l'année 2011:
 - ✓ Italyachts pour la fabrication de grands opens,
 - ✓ Sanlorenzo pour la fabrication d'unités de 27 mètres à 58 mètres en fibre de verre, aluminium et acier, qu'il s'agisse de coques planante, à semi-displacement ou displacement.
- Sur l'année 2012, nouveau partenariat avec les chantiers CERRI (Groupe BAGLIETTO) aux termes duquel le Groupe dispose d'une exclusivité mondiale pour la distribution des produits développés par le Chantier dont, dès cette année, un 86 pieds et un 102 pieds.
- Vente des bateaux déjà financés en stock, neufs et d'occasion, à la valeur nette comptable au 30 septembre 2011, prenant en compte les travaux de remise en état pour permettre leur vente dans des conditions optimales.

Au cours de ce premier semestre, le Groupe a continué sa politique d'optimisation des services client.

- Poursuite du développement des activités de services :

Dans un marché du yachting de luxe plus positif mais qui reste toujours sensible, le savoir faire du Groupe reconnu dans tous les métiers de service du yachting doit être utilisé comme un « facilitateur commercial » pour dynamiser les ventes de yachts.

Il est en effet primordial que le Groupe puisse offrir à un acheteur potentiel des services que la plupart des chantiers ne peut pas proposer pour accompagner la vente d'un bateau, à savoir :

- ✓ Yacht Management
- ✓ Charter Marketing
- ✓ Retail Charter
- ✓ Crew Placement
- ✓ Shipchandler
- ✓ Chantier de Maintenance et de Refit

Ainsi les clients du Groupe profitent du plaisir du Yachting sans les contraintes.

- Développement et mise en place de véritables synergies avec Camper & Nicholson International :

Favoriser le chiffre d'affaires intra-groupe en utilisant prioritairement les services proposés par les différentes filiales du Groupe.

Utiliser la force commerciale des brokers de Camper & Nicholson pour dynamiser les ventes des bateaux en construction ou en stock chez SNP Boat Service.

Afin d'asseoir la stratégie de développement de Rodriguez Group et de favoriser les synergies entre ses différentes sociétés, le Conseil de Surveillance a défini une nouvelle gouvernance (Cf. 1.1 Faits significatifs du 1^{er} semestre).

Nous vous remercions de votre confiance.

LE DIRECTOIRE

III. COMPTES CONSOLIDES
AU 31 MARS 2012

A. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE (BILAN)

ACTIFS (En milliers d'euros)	Notes	31/03/2012	30/09/2011
Goodwill	6	25 505	25 489
Immobilisations incorporelles	6	205	218
Immobilisations corporelles	6	4 343	4 800
Actifs financiers	6	530	535
Actifs d'impôts différés	20	4 144	4 180
Actifs non courants		34 727	35 223
Stocks	7	45 692	53 984
Clients	8	9 700	6 556
Autres actifs courants	6	17 886	19 405
Créances d'impôt sur le résultat	6	211	210
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	22 219	25 784
Actifs courants		95 710	105 939
Total des actifs	6	130 437	141 163

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES (En milliers d'euros)	Notes	31/03/2012	30/09/2011
Capital	10	1 750	1 750
Réserves et résultats consolidés		(70 710)	(53 393)
Capitaux propres (part du Groupe)		(68 960)	(51 643)
Intérêts minoritaires		142	82
Capitaux propres totaux		(68 818)	(51 562)
Dettes financières	13	84 145	82 056
Engagements envers le personnel	12	534	564
Autres provisions non courantes	12	11 470	17 067
Impôts différés	20	435	424
Autres passifs non courants : passifs gelés à long terme	14	44 778	44 528
Passifs non courants	11	141 363	144 639
Dettes financières	13	907	2 767
Acomptes reçus	11	15 908	16 261
Fournisseurs	11	28 860	19 520
Dettes d'impôt sur le résultat	11	450	435
Autres passifs courants	11	11 767	9 103
Passifs courants	11	57 892	48 086
Total des passifs et des capitaux propres		130 437	141 163

B. COMPTE DE RESULTAT

(En milliers d'euros)	Notes	31/03/2012	31/03/2011
Produits des activités ordinaires	15	30 200	52 305
Achats consommés		(29 510)	(37 675)
Autres achats		(9 007)	(8 426)
Charges de personnel		(7 875)	(7 908)
Impôts et taxes		(313)	(357)
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations	16	3 311	(2 610)
Autres produits et charges d'exploitation	17	383	(351)
Résultat opérationnel courant		(12 810)	(5 022)
Autres produits et charges opérationnels	18	(2 022)	(2 959)
Résultat opérationnel		(14 832)	(7 981)
Coût de l'endettement financier net		(1 457)	(1 337)
Autres produits financiers		932	957
Autres charges financières		(1 897)	(1 801)
Résultat financier	19	(2 422)	(2 181)
Résultat avant impôt		(17 254)	(10 162)
Produit (charge) d'impôt	20	(86)	(93)
Part du Groupe dans les résultats des sociétés mises en équivalence		-	-
Résultat net des activités poursuivies		(17 340)	(10 255)
dont intérêts minoritaires		(97)	(56)
Résultat net part du Groupe		(17 243)	(10 199)
Résultat net par action	10	(1,39)	(0,82)
Résultat net dilué par action	10	(1,39)	(0,82)

C. ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Cet état est présenté conformément aux dispositions de la norme IAS 1 révisée qui impose de présenter en bas du compte de résultat ou dans un tableau distinct les charges et les produits comptabilisés directement en capitaux propres.

Le résultat net complété de ces autres charges et produits constitue le résultat global.

(En milliers d'euros)	Notes	31/03/2012	31/03/2011
Résultat net des activités poursuivies		(17 340)	(10 255)
Variation nette de juste valeur		-	-
Ecart de conversion		83	(420)
Résultat global des activités poursuivies		(17 257)	(10 675)
dont intérêts minoritaires		(97)	(56)
Résultat global part du Groupe		(17 160)	(10 619)
Résultat global par action	10	(1,39)	(0,86)
Résultat global dilué par action	10	(1,39)	(0,86)

D. ETAT DE FLUX DE TRESORERIE

(En milliers d'euros)	Notes	31/03/2012	31/03/2011
Résultat des sociétés intégrées		(17 340)	(10 255)
- Dotations aux amortissements, provisions, dépréciations		(4 789)	1 960
- Profits/Pertes de réévaluation (juste valeur)		820	1 409
- Résultats de cession		168	(9)
- Charge (Produit) d'impôt	20	86	93
- Coût de l'endettement financier net	19	1 457	1 337
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		(19 598)	(5 465)
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		18 435	(1 994)
- Impôts		(24)	(579)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (Total I)		(1 186)	(8 038)
Opérations d'investissements			
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(766)	(417)
Cessions d'actifs corporels et incorporels		20	32
Variation des prêts et avances consentis		5	890
Acquisitions / cessions d'entités nettes de trésorerie acquise			
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement (Total II)		(741)	505
Opérations de financement			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		-	-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		-	-
Augmentation de capital en numéraire		-	-
Rachats et reventes d'actions propres		2	(1)
Intérêts décaissés nets		(13)	(8)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		135	54
Remboursements d'emprunts		(2 169)	(59)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement (Total III)		(2 044)	(14)
Variation de trésorerie (I+II+III)		(3 972)	(7 547)
Trésorerie d'ouverture (1)		23 250	37 688
Trésorerie de clôture (2)	9	19 458	29 317
Incidence des variations de cours des devises		(179)	823
Variation de trésorerie		(3 971)	(7 548)

Conformément à la norme IAS 7, le Groupe a opté pour la méthode indirecte qui consiste à présenter les flux de trésorerie nets à partir du résultat.

Rapprochement de la position de trésorerie avec l'état de la situation financière

(En milliers d'euros)	Notes	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
Trésorerie active	A et 9	22 219	25 784	33 188 (1)
Trésorerie passive, dont :	A et 9	(2 761)	(2 534)	(3 871) (2)
Trésorerie passive gelée		(790)	(783)	(872)
Concours bancaires courants		(1 971)	(1 751)	(2 999)
Trésorerie nette		19 458	23 250	29 317 (1)-(2)
Trésorerie de clôture état de flux de trésorerie		19 458	23 250	29 317

E. ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(En milliers d'euros)	Capital	Réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Au 30 septembre 2010	1 750	(18 801)	542	(16 684)	441	(16 243)
Résultat au 31 mars 2011		(10 199)	-	(10 199)	(56)	(10 255)
Variation nette de juste valeur	-	-	-	-	-	-
Variation de l'écart de conversion	-	-	(423)	(423)	3	(420)
Titres autodétenus	-	(1)	-	(1)	-	(1)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	160	-	160	(158)	2
Au 31 mars 2011	1 750	(28 841)	119	(27 147)	230	(26 917)
Au 30 septembre 2011	1 750	(53 919)	701	(51 643)	81	(51 562)
Résultat au 31 mars 2012		(17 243)	-	(17 243)	(97)	(17 340)
Variation nette de juste valeur	-	-	-	-	-	-
Variation de l'écart de conversion	-	-	80	80	3	83
Titres autodétenus	-	2	-	2	-	2
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	(155)	-	(155)	155	-
Au 31 mars 2012	1 750	(71 316)	781	(68 960)	142	(68 818)

F. NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

SOMMAIRE

Note 1.	INFORMATIONS GENERALES	23
Note 2.	PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION	23
Note 3.	LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES AU 31 MARS 2012.....	27
Note 4.	FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE	28
Note 5.	EVENEMENTS POSTERIEURS.....	29
Note 6.	ACTIFS FINANCIERS PAR CATEGORIE	30
Note 7.	STOCKS	31
Note 8.	CLIENTS	32
Note 9.	TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE.....	32
Note 10.	CAPITAL ET RESULTAT PAR ACTION	33
Note 11.	PASSIFS FINANCIERS PAR CATEGORIE	33
Note 12.	PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS	34
Note 13.	DETTES FINANCIERES	37
Note 14.	PASSIF DE LA SAUVEGARDE	38
Note 15.	PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES.....	39
Note 16.	DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS	40
Note 17.	AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	41
Note 18.	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS.....	41
Note 19.	RESULTAT FINANCIER NET	41
Note 20.	IMPOTS DIFFERES	42
Note 21.	INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES	43
Note 22.	ENGAGEMENTS ET PASSIFS EVENTUELS	44
Note 23.	SECTEURS OPERATIONNELS.....	46

Note 1. Informations générales

La société Rodriguez Group («la Société») est une société anonyme de droit français dont le siège social est situé en France, à Cannes. La Société est cotée à Paris sur le marché Eurolist d'Euronext, compartiment C (Code ISIN : FR0000062994).

La Société ainsi que ses filiales (« le Groupe ») exercent leur activité dans le domaine du yachting de luxe. Le Groupe conçoit, assure la maîtrise d'œuvre et commercialise des bateaux d'exception. Il propose également une gamme complète de services tels que le brokerage (intermédiation), le charter (location), l'entretien et le management de bateaux.

La période couverte par ce rapport a débuté le 1^{er} octobre 2011 pour s'achever le 31 mars 2012.

Le 25 mai 2012, le Directoire a arrêté les comptes semestriels consolidés et a autorisé la publication des états financiers arrêtés au 31 mars 2012.

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

Note 2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

2.1 Principes généraux d'évaluation

Les comptes consolidés du Groupe sont établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur.

Les comptes intermédiaires résumés au 31 mars 2012 sont établis selon IAS 34 «Information financière intermédiaire». Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les états financiers annuels. A ce titre, ils doivent être lus conjointement avec le rapport annuel de l'exercice clos le 30 septembre 2011.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Le Groupe applique toutes les normes et interprétations en vigueur à la date de clôture. Les normes ou amendements dont la date d'application effective est postérieure au 31 mars 2012 n'ont pas donné lieu à une application anticipée.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne.¹

Les modifications récentes du référentiel IFRS sont les suivantes :

Norme ou interprétation	Sujet de la modification apportée
NOUVELLES NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRETATIONS	
IAS 24 révisée	Allègement des informations à fournir par les entreprises publiques et précisions apportées à la définition d'une partie liée
Amendement d'IAS 32	Instruments financiers - Présentation Classement des droits de souscription émis en devises
IFRIC 19	Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres
Amendement d'IFRIC 14	IAS 19 - Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction - Paiement d'avance d'exigences de financement minimal
Amendement d'IFRS 7	Informations à fournir en cas de changement de méthode d'évaluation des actifs financiers
AMENDEMENTS RESULTANT DE LA PROCEDURE AMELIORATION ANNUELLE DES IFRS	
Amendement d'IAS 1	Présentation des états financiers Informations à fournir sur la variation des autres éléments du résultat global
Amendement d'IAS 34	Information financière intermédiaire Informations à fournir sur les événements et les transactions significatives
Amendement d'IFRIC 13	Programme de fidélisation clients Détermination de la juste valeur des avantages accordés

N.B : Ne sont pas rappelés dans ce tableau les amendements relatifs aux premiers adoptants des normes IFRS

En vertu de l'article 2 du règlement CE n° 149/2011, le Groupe a appliqué les modifications précédentes pour cet arrêté semestriel, l'exercice ayant été ouvert à compter du 1er octobre 2011.

Ces textes n'ont toutefois pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes, interprétations et amendements publiés par l'IASB en 2011 et non encore adoptés par l'Union européenne au 31 mars 2012. Il s'agit notamment de :

¹ http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission

	Entrée en vigueur (selon l'IASB)	Publication du texte	Adoption par l'Europe (date attendue)
IAS 1 Présentation des états financiers : Amendement Présentation des autres éléments du résultat global	01/07/2012	juin-11	2ème trimestre 2012
IAS 12 Amendement des impôts différés - Recouvrement des actifs sous-jacents	01/01/2012	déc-10	3ème trimestre 2012
IAS 19 amendée, Avantages du personnel - Cet amendement prévoit la reconnaissance immédiate des écarts actuariels en capitaux propres, et le calcul du rendement des actifs financiers selon le taux d'actualisation utilisé pour valoriser l'engagement	01/01/2013	juin-11	2ème trimestre 2012
IFRIC 10 Etats financiers consolidés - Précisions sur la notion de contrôle	01/01/2013	mai-11	4ème trimestre 2012
IFRS 11 Partenariats - Suppression de la possibilité d'utiliser l'intégration proportionnelle pour la consolidation des entités sous contrôle conjoint, seule la méthode de consolidation par mise en équivalence étant admise	01/01/2013	mai-11	4ème trimestre 2012
IFRS 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	01/01/2013	mai-11	4ème trimestre 2012
IFRS 13 Evaluation de la juste valeur	01/01/2013	mai-11	3ème trimestre 2012

2.2 Recours aux estimations

L'établissement d'états financiers dans le référentiel IFRS conduit la Direction du Groupe à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Ces hypothèses ayant un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les comptes et informations sujets à des estimations significatives concernent notamment les immobilisations corporelles et incorporelles, les stocks de bateaux d'occasion, les goodwill, les actifs financiers, les provisions pour risques et charges, les impôts différés actifs et l'actualisation du passif restant à rembourser dans le cadre de la sauvegarde.

2.3 Méthodes de consolidation

Toutes les sociétés clôturent leur exercice social au 30 septembre.

Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe intégrées globalement à partir de la date de prise de contrôle. Elles cessent de l'être lorsque le contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe. Une filiale est contrôlée lorsque le Groupe détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, sa politique financière et opérationnelle afin d'obtenir des avantages des activités de celle-ci. En général, les entreprises contrôlées sont celles dans lesquelles la société Rodriguez Group détient directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote.

Les comptes consolidés incluent la totalité des actifs, passifs, produits et charges de la filiale. Les capitaux propres et le résultat sont partagés entre la part du Groupe et celle des actionnaires minoritaires.

Les états financiers sont consolidés à compter de la prise de contrôle jusqu'à la perte de celui-ci.

Participations dans les coentreprises

Les coentreprises sont des entités dont l'activité économique est sous contrôle conjoint, ce qui signifie que les décisions stratégiques, financières et opérationnelles correspondant à l'activité imposent un consentement unanime ou quasi unanime des parties partageant le contrôle.

Lorsqu'une entité exerce son activité directement dans le cadre d'un accord de coentreprise, la quote-part du Groupe dans les actifs et passifs, ainsi que dans les produits et charges de la coentreprise est comptabilisée dans les états financiers de l'entité.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont des entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable en matière de politique opérationnelle et financière sans en détenir le contrôle.

En général, il s'agit de sociétés dans lesquelles le Groupe détient au moins 20 % des droits de vote.

Les participations du Groupe dans des entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les statuts de Rodriguez Group Middle East prévoient que les décisions d'assemblée générale doivent être prises à l'unanimité des voix des actionnaires représentant la totalité du capital. Cette société est donc consolidée proportionnellement.

Opérations éliminées

Les soldes et transactions commerciales et financières, ainsi que les résultats provenant de transactions inter-sociétés sont éliminés dans le cadre de l'établissement des comptes consolidés.

Note 3. Liste des sociétés consolidées au 31 mars 2012

Sociétés	Méthode de consolidation	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts
SA RODRIGUEZ GROUP Port Canto 06400 Cannes N° SIRET : 697 220 879 000 46	Société mère	/	/
SA SNP BOAT SERVICE Port Canto 06400 Cannes N° SIRET : 300 774 791 000 10	Intégration globale	99.46	99.46
SAS GERARD RODRIGUEZ Port Camille Rayon 06220 Golfe Juan N° SIRET : 350 178 794 000 11	Intégration globale	100.00	100.00
SNP BOAT INCORPORATION 1651 Collins Avenue 33131 Miami Beach U.S.A	Intégration globale	100.00	99.46
SA SNP BOAT SERVICE TUNISIE 6 Rue Ibn Hazm – Cité Jardins 1002 Tunis TUNISIE	Intégration globale	99.75	99.21
SARL LE YACHT TUNISIE 6 Rue Ibn Hazm – Cité Jardins 1002 Tunis TUNISIE	Intégration globale	50.00	49.61
SA SNP BOAT SERVICE SUISSE 9 Rue du Commerce Genève SUISSE	Intégration globale	100.00	99.46
CUSTOMS MANAGEMENT SPA Portosole – Via del Castillo, 17 18038 San Remo ITALIE	Intégration globale	83.50	83.05
SA CAMPER & NICHOLSONS INTERNATIONAL 16 Allée Marconi L 2120 – LUXEMBOURG	Intégration globale	99.90	99.90
SNP BOAT SERVICE ITALIA SPA Piazza Corvetto 2/5 16100 Genova ITALIE	Intégration globale	100.00	99.46
RODRIGUEZ GROUP MIDDLE EAST LLC #904 Al Hawai Tower, Shaikh Zayed Road P.O Box No. 29717 Dubāi - UAE	Intégration proportionnelle	55.00	54.70

Note 4. Faits marquants de la période

4.1 Renégociation des conditions de remboursement du passif gelé de SNP Boat Service

Par jugement rendu le 13 décembre 2011, notifié à la société le 21 décembre 2011, le Tribunal de Commerce de Cannes a fait droit à la demande de SNP Boat Service de modifier son plan de sauvegarde. Le jugement a notamment stipulé que les échéances du plan de sauvegarde (fournisseurs et banques) seront réglées le 31 octobre de chaque année, et non plus en avril (pour les fournisseurs) et en juin (pour les banques).

Par exception, la dernière échéance du plan reste fixée au 20 avril 2020.

En outre, dans le cadre du protocole bancaire, tout règlement effectué en cours d'année et qui excèderait le montant dû au titre de l'échéance de cette même période tel qu'initialement prévu par le protocole, sera imputé en préférence sur l'échéance de l'année suivante.

Le plan de Sauvegarde du Yacht n'est pas concerné par ce jugement.

Cette décision a conduit le Groupe à constater, dans les comptes arrêtés au 31 mars 2012, un produit d'actualisation de 0,9 M€ qui se décompose d'une part en un produit sur actualisation de la dette financière de 0,6 M€, et d'autre part en un produit d'actualisation sur les autres éléments du passif gelé de 0,3 M€.

4.2 Nouveau partenariat avec le chantier Cerri – Groupe Baglietto

Rodriguez Group a signé en février un partenariat avec le chantier Cerri – Groupe Baglietto, récemment repris par SIAS (Societa Iniziative Autostradali e Servizi), deuxième groupe autoroutier italien avec la gestion de près de 18% du réseau autoroutier italien, et acteur majeur dans la construction, les transports, la logistique et les chantiers navals. Ce groupe, qui est coté en bourse, est dirigé par l'industriel Beniamino Gavio.

Dès 2012, deux unités en composite, un 86' et un 102' des chantiers Cerri – Groupe Baglietto – viennent étoffer la gamme des sportfly rapides distribués par Rodriguez Group.

En 2013, ces unités passeront en 90' et 110'. Pour 2014, un 130' est déjà annoncé, se présentant comme un des Opens rapides parmi les plus grands de la flotte mondiale.

Toutes ces unités seront distribuées en exclusivité mondiale par Rodriguez Group.

4.3 Ouverture d'un nouveau shiphandler « Le Yacht L'Annexe »

Le shiphandler de Rodriguez Group « Le Yacht », étend son offre de service en ouvrant un tout nouvel espace destiné aux professionnels : « Le Yacht L'Annexe ». Celui-ci est situé au cœur même du chantier naval G. Rodriguez, sur le Port Camille Rayon à Golfe Juan, au plus près des activités de refit et d'entretien, pour proposer un vaste choix de produits (plus de 500 références), ainsi que l'expertise de ses conseillers-vendeurs.

4.4 Projet de création d'une entité monégasque

Afin de développer l'activité du Groupe, il a été jugé opportun d'implanter une structure sur le territoire monégasque. Il a donc été proposé de créer une société à responsabilité limitée de droit monégasque dont le capital social serait de 15 000 €.

Le Conseil d'Administration de SNP Boat Service a autorisé, le 24 octobre 2011, la souscription, à hauteur de 99% dans le capital de cette société.

Cette entité n'est pas encore constituée au 31 mars 2012.

4.5 Gouvernance

Le 30 mars 2012, Alexandre Rodriguez a été nommé au poste de Président du Conseil de Surveillance de Rodriguez Group, succédant ainsi à Laurence Rodriguez, et ce pour la durée de son mandat de membre du Conseil.

Note 5. Evénements postérieurs

5.1 Paiement de la deuxième échéance du plan de sauvegarde

Les entités Rodriguez Group, SNP Boat Service Le Yacht et SAS G. Rodriguez ont procédé, au cours du mois d'avril 2012, au règlement de la deuxième échéance du plan de sauvegarde, conformément aux modalités prévues par leur plan de sauvegarde.

5.2 Présence du Groupe au salon de Hainan en Chine

Pour la deuxième année consécutive, Rodriguez Group a été présent au Hainan Rendez Vous qui a tenu sa troisième édition entre le 5 et le 8 avril 2012 dans la ville de Sanya, au sud de la Chine. Ce salon, qui regroupe tous les secteurs du luxe, constitue une occasion privilégiée d'aller à la rencontre de la clientèle asiatique, en particulier chinoise, qui constitue un véritable marché d'avenir pour l'industrie nautique.

Note 6. Actifs financiers par catégorie

Les tableaux ci-après présentent la valeur comptable des catégories d'instruments financiers:

Au 31 mars 2012

(En milliers d'euros)	Montant au bilan 31/03/2012	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs exclus du champ d'application d'IAS 39
Immobilisations corporelles	4 343	-	-	-	-	4 343
Immobilisations incorporelles	205	-	-	-	-	205
Goodwill	25 505	-	-	-	-	25 505
Autres actifs financiers	530	-	530	-	-	-
Impôts différés actifs	4 144	-	-	-	-	4 144
ACTIFS NON COURANTS	34 727	-	530	-	-	34 196
Stocks	45 692	-	-	-	-	45 692
Créances clients	9 700	-	9 700	-	-	-
Acomptes fournisseurs	9 822	-	9 822	-	-	-
Autres créances	7 175	-	107	-	-	7 068
Actifs d'impôts exigibles	211	-	-	-	-	211
Autres actifs courants	889	-	-	-	-	889
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22 219	-	20 820	-	1 400	-
ACTIFS COURANTS	95 710	-	40 449	-	1 400	53 861

Au 30 septembre 2011

(En milliers d'euros)	Montant au bilan 30/09/2011	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs exclus du champ d'application d'IAS 39
Immobilisations corporelles	4 800	-	-	-	-	4 800
Immobilisations incorporelles	218	-	-	-	-	218
Goodwill	25 489	-	-	-	-	25 489
Autres actifs financiers	535	-	535	-	-	-
Impôts différés actifs	4 180	-	-	-	-	4 180
ACTIFS NON COURANTS	35 223	-	535	-	-	34 688
Stocks	53 984	-	-	-	-	53 984
Créances clients	6 556	-	6 556	-	-	-
Acomptes fournisseurs	11 941	-	11 941	-	-	-
Autres créances	7 034	-	30	-	-	7 005
Actifs d'impôts exigibles	210	-	-	-	-	210
Autres actifs courants	429	-	-	-	-	429
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 784	-	24 229	-	1 556	-
ACTIFS COURANTS	105 939	-	42 756	-	1 556	61 628

Les valeurs comptables des actifs financiers correspondent à leur juste valeur.

Note 7. Stocks

(En milliers d'euros)	31/03/2012	30/09/2011
Bateaux neufs (brut)	34 282	41 031
Dépréciation	(7 189)	(5 999)
<i>Bateaux neufs (net)</i>	<i>27 093</i>	<i>35 032</i>
Bateaux d'occasion (brut)	47 332	47 459
Dépréciation	(35 426)	(34 860)
<i>Bateaux d'occasion (net)</i>	<i>11 906</i>	<i>12 599</i>
En cours	1 982	1 962
Stock de bateaux (net)	40 981	49 593
Marchandises (brut)	4 862	4 542
Dépréciation	(150)	(150)
Stock de marchandises (net)	4 712	4 391
Total stocks	45 692	53 984

Le stock de bateaux neufs correspond à des bateaux non vendus et à des bateaux en cours de construction.

Les « en-cours » correspondent à des travaux engagés sur les bateaux d'occasion.

Les stocks de bateaux neufs et d'occasion font l'objet d'une dépréciation au cas par cas quand la valeur nette de réalisation devient inférieure au coût.

La valeur nette de réalisation des bateaux en stock immédiatement disponibles à la livraison (neufs et occasion) est déterminée en se basant sur les prix de vente des transactions réalisées au cours de l'exercice pondérés en fonction de l'âge et de l'état du bateau et en tenant compte des travaux de maintien en état nécessaire à la vente des bateaux.

Note 8. Clients

(En milliers d'euros)	31/03/2012	30/09/2011
Clients	15 096	13 550
Dépréciation	(5 396)	(6 994)
Total	9 700	6 556

Le montant des créances clients bateaux neufs en cours de construction s'élève à 4,7 M€ au 31 mars 2012 contre 2,5 M€ au 30 septembre 2011.

Ces créances résultent de l'avancement de la production déduction faite des acomptes reçus. Le système comptable en place ne permet pas de présenter les montants nets individualisés par dépassement d'échéance.

Note 9. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En milliers d'euros)	31/03/2012	Variation	30/09/2011
Valeurs mobilières de placement	1 401	(155)	1 556
Disponibilités	20 818	(3 410)	24 229
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22 219	(3 565)	25 784
Découverts et concours bancaires courants	(2 761)	(227)	(2 534)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets	19 458	(3 792)	23 250

La trésorerie nette consolidée demeure positive et s'établit au 31 mars 2012 à 19,5 M€ contre 23,3 M€ à la clôture de l'exercice 2010/2011.

Cette diminution de 3,6 M€ de la trésorerie active est liée principalement aux remboursements effectués par le Groupe (-2.2 M€) dans le cadre du protocole bancaire, au résultat de l'activité opérationnelle (-1,2 M€), et dans une moindre mesure aux investissements (-0.8 M€).

Note 10. Capital et résultat par action

Le capital est composé de 12 500 000 actions de 0,14 euro de nominal (soit 1 750 K€), entièrement libérées.

Au 31 mars 2012, le Groupe détient 115 459 actions propres.

	31/03/2012	30/09/2011
Résultat net part du Groupe (<i>milliers d'euros</i>)	(17 243)	(34 838)
Nombre moyen pondéré d'actions (<i>milliers</i>)	12 384	12 385
Résultat en euros par action	(1,39)	(2,81)
Résultat net part du Groupe (<i>milliers d'euros</i>)	(17 243)	(34 838)
Nombre moyen pondéré d'actions (<i>milliers</i>)	12 384	12 385
Ajustements liés aux instruments dilutifs	-	-
Nombre moyen d'actions retenu pour la détermination du résultat dilué par action	12 384	12 385
Résultat dilué par action (en euros)	(1,39)	(2,81)

Aucun dividende n'a été versé au cours du premier semestre 2011/2012.

Note 11. Passifs financiers par catégorie

Les tableaux ci-après présentent la valeur comptable des catégories d'instruments financiers:

Au 31 mars 2012

(En milliers d'euros)	Montant au bilan 31/03/2012	Passifs financiers au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	Dérivés de couverture de flux de trésorerie	Passifs exclus du champ d'application d'IAS 39
Dettes financières	84 145	142	84 003	-	-
Engagements envers le personnel	534	-	-	-	534
Provisions	11 470	-	3 148	-	8 322
Passifs d'impôts différés	435	-	-	-	435
Passifs gelés à long terme	44 778	-	44 778	-	-
PASSIFS NON COURANTS	141 363	142	131 929	-	9 291
Dettes financières	907	1 985	(1 078)	-	-
Acomptes reçus	15 908	15 796	112	-	-
Dettes fournisseurs	28 860	28 436	424	-	-
Dettes d'impôt exigible	450	-	362	-	88
Autres passifs courants	11 767	4 949	838	-	5 980
PASSIFS COURANTS	57 892	51 166	658	-	6 068

Au 30 septembre 2011

(En milliers d'euros)	Montant au bilan 30/09/2011	Passifs financiers au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	Dérivés de couverture de flux de trésorerie	Passifs exclus du champ d'application d'IAS 39
Dettes financières	82 056	76	81 980	-	-
Engagements envers le personnel	564	-	-	-	564
Provisions	17 067	-	3 124	-	13 943
Passifs d'impôts différés	424	-	-	-	424
Passifs gelés à long terme	44 528	-	44 528	-	-
PASSIFS NON COURANTS	144 639	76	129 632	-	14 931
Dettes financières	2 767	1 749	1 018	-	-
Acomptes reçus	16 261	16 149	112	-	-
Dettes fournisseurs	19 520	18 967	553	-	-
Dettes d'impôt exigible	435	-	359	-	76
Autres passifs courants	9 103	4 328	831	-	3 944
PASSIFS COURANTS	48 086	41 194	2 872	-	4 020

La valeur comptable des passifs financiers correspondent à leur juste valeur.

Le montant des acomptes clients de 15,9 M€ est net des compensations avec les créances clients bateaux neufs en cours de construction (Cf Note 8 « Clients »).

La diminution des acomptes clients et l'augmentation des dettes fournisseurs résultent de l'évolution du marché du yachting. Les clients s'orientent désormais vers des achats de bateaux disponibles avec des délais de livraison plus courts. Les délais de règlement fournisseurs ont donc été renégociés dans le cadre de partenariats exclusifs qui ont été signés en début d'année afin de s'adapter à ce changement conjoncturel.

Note 12. Provisions et passifs éventuels

Analyse des provisions

(En milliers d'euros)	31/03/2012	Dotations	Reprises	Autres	30/09/2011
Engagements de retraite	534	58	(87)	-	564
Provisions pour risques et charges	11 470	1 035	(6 852)	220	17 067
Solde à la clôture	12 004	1 093	(6 939)	220	17 631

Ces provisions sont classées en passifs non courants.

La provision pour risques et charges inclut notamment :

(En milliers d'euros)	31/03/2012	30/09/2011
Contrôle fiscal / Risque fiscal	5 452	6 595
Litiges clients	2 850	7 206
Litiges fournisseurs et autres	599	499
Pertes à terminaison (1)	2 569	2 767
Solde à la clôture	11 470	17 067

(1) sur bateaux neufs en cours de construction

En dehors des points suivants, il n'y a pas d'autres changements concernant les risques fiscaux mentionnés dans le rapport annuel arrêté au 30 septembre 2011.

Risques fiscaux

- Camper & Nicholsons

La procédure fiscale engagée à l'égard des sociétés Camper & Nicholsons International et Camper & Nicholsons France n'a pas connu d'évolution récente. Le dossier est toujours pendant devant la sous-direction du contrôle fiscal de la Direction Générale des Finances Publiques dans le cadre d'un recours hiérarchique exercé par les sociétés. Les sociétés considèrent que dans le cadre de ce recours hiérarchique, seront menées des discussions constructives qui pourraient aboutir dans les mois à venir à un accord avec l'Administration Fiscale. Si ces négociations ne peuvent aboutir à un montant raisonnable pour les sociétés, elles contesteront par voie contentieuse la quasi totalité des redressements notifiés. Bien qu'il soit encore trop tôt pour évaluer avec précision l'impact financier des procédures fiscales en cours d'instruction, le Groupe a prudemment provisionné le risque fiscal compte tenu de l'état actuel du dossier et des axes de défense envisagés.

Au cours de l'exercice 2010/2011, un complément de provision est constaté sur le contrôle fiscal subi par Camper & Nicholsons France, conséquence directe de celui subi par Camper & Nicholsons International.

Les négociations avec la DGFP sont toujours en cours à la date du 31 mars 2012.

- SNP Boat Service

La société SNP Boat Service fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices clos du 30 septembre 2008 au 30 septembre 2010. Les opérations matérielles de vérification sont toujours en cours et la société n'a à ce jour reçu aucune proposition de rectification.

Une provision pour risque avait été constatée concernant un litige relatif à des remboursements de TVA étrangère et à des droits de douane étrangers. Au cours de la période, SNP Boat Service a repris la provision qu'elle avait constituée dans le cadre du litige fiscal sur TVA en Italie pour 1,2 M€. Les sommes dues à l'administration fiscale italienne doivent faire l'objet d'une compensation sur les crédits de TVA à rembourser et définis au travers d'un plan de remboursement.

- **Rodriguez Group**

La société Rodriguez Group fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices clos du 30 septembre 2008 au 30 septembre 2010. La société a reçu la proposition de rectification afférente aux exercices 2008 et 2009 pour un total de 150 K€. Les seuls points de rectification portent sur la réintégration de la renonciation à recettes que la société consent au profit de ses filiales. Du fait du régime d'intégration fiscale pour lequel ont opté les sociétés françaises composant le Groupe, ces rectifications n'emportent aucune autre conséquence financière.

Litiges commerciaux

- **Litige V**

Un litige oppose la société SNP Boat Service à la société V, au sujet de la résiliation d'un contrat de vente d'un yacht à construire par des chantiers navals italiens. En exécution de ce contrat, la société V a réglé à la société SNP Boat Service, avant l'ouverture de la sauvegarde, 50 % du prix.

Les chantiers se sont engagés au cours de la période d'observation de la société SNP Boat Service à faire leurs meilleurs efforts pour construire le bateau commandé par V et à le livrer directement à cette dernière sans exiger d'elle un complément de prix, de sorte que la responsabilité de la société SNP Boat Service ne soit plus recherchée.

Pour parvenir à cet accord de livraison, la société SNP Boat Service a fait livrer aux chantiers les motorisations et équipements destinés à être installés sur le yacht à livrer.

Cet accord, intervenu entre la société SNP Boat Service et les chantiers, a été définitivement autorisé par le Juge commissaire. Dans ce contexte ce dernier a également prononcé la résiliation du contrat de vente conclu initialement entre la société SNP Boat Service et V.

V conteste cette résiliation et réclame, consécutivement à celle-ci, la fixation au passif de la société SNP Boat Service d'une créance indemnitaire correspondant au montant des acomptes versés avant la sauvegarde, augmentée d'intérêts de retard.

La société SNP Boat Service conteste devant le Tribunal de commerce de Cannes et le Juge commissaire de telles prétentions. Elle considère que V ne peut pas sérieusement s'opposer à la résiliation et ne subit aucun préjudice de ce fait, dès lors qu'elle dispose d'un engagement exprès de livraison donné par les chantiers navals avec l'accord du juge commissaire.

En outre, V a saisi à l'étranger, en violation du droit français des procédures collectives, un yacht appartenant à la société SNP Boat Service. Eu égard à la valeur significative de ce bateau, le Groupe avait constitué en 2009/2010 une provision d'un montant de 4,5 M€. Celle-ci a été reprise au 31 mars 2012, les parties étant sur le point de trouver une issue au litige qui les oppose. Compte tenu de la transaction en cours, une provision sur la valeur du bateau a été constituée à hauteur de 4 M€.

Autres litiges clients et fournisseurs

Dans le cadre de la procédure de sauvegarde, le Groupe avait toujours dans ses comptes, à l'ouverture de l'exercice 2011/2012, une provision de 2,7 M€ (après actualisation) se rapportant à divers litiges avec des clients, ainsi qu'une provision de 0,4 M€ (après actualisation) se rapportant à des litiges avec des fournisseurs. Ces provisions ont pour objet de prendre en compte les risques évalués lors de la vérification des créances déclarées auprès du Mandataire Judiciaire et contestées. Les ordonnances rendues par le juge-commissaire lors du premier semestre 2011/2012 ont conduit le Groupe à reprendre ces provisions à hauteur de 0,1 M€ exclusivement sur des litiges fournisseurs, et les créances concernées ont été constatées en créances admises.

Note 13. Dettes financières

L'endettement financier net du Groupe se présente comme suit :

(En milliers d'euros)	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	31/03/2012	30/09/2011
Emprunt obligataire		(8 085)	48 527	40 442	38 891
Emprunts auprès établissements de crédit		19 324	23 550	42 875	42 306
Dettes financières location financement		39		39	77
Trésorerie passive gelée		379	411	790	783
Dettes financières non courantes	-	11 657	72 488	84 145	82 056
Emprunt obligataire	(2 995)			(2 995)	(2 888)
Emprunts auprès établissements de crédit	1 851			1 851	3 816
Dettes financières location financement	80			80	87
Concours bancaires courants	1 971			1 971	1 751
Dettes financières courantes	907	-	-	907	2 767
Dettes financières totales	907	11 657	72 488	85 052	84 823
Valeurs mobilières de placement				(1 401)	(1 556)
Disponibilités				(20 818)	(24 229)
Trésorerie				(22 219)	(25 784)
Endettement net				62 833	59 039

Evolution de l'endettement

L'augmentation de l'endettement net, qui s'élève à 3,8 M€, provient essentiellement :

- de l'actualisation (charge d'intérêts) de l'emprunt obligataire pour 1,4 M€. Cette actualisation se traduit par une charge d'intérêt au compte de résultat et une augmentation de la valeur de la dette au bilan,
- de l'actualisation de l'emprunt bancaire pour 0,6 M€ (compte tenu d'un produit non récurrent de 0,9 M€ lié à la renégociation des clauses de remboursement notifié à SNP Boat Service en décembre 2011),
- d'une diminution de la trésorerie nette pour 3,8 M€,
- d'un remboursement de l'emprunt bancaire dans le cadre du protocole transactionnel pour 2,1 M€,
- d'un nouvel emprunt souscrit par Camper & Nicholsons pour 0,1 M€.

L'emprunt obligataire n'est remboursable par tranches qu'à compter de 2017. Par conséquent, son actualisation en IFRS a une incidence négative à cet horizon, et a fortiori à moins de 5 ans.

Note 14. Passif de la sauvegarde

La mise en place de la procédure de sauvegarde a conduit à « geler » à la date du 7 avril 2009, une partie significative des passifs financiers et non financiers, courants et non courants.

Conformément à la liste des créances art. L624-1 du C.Com établie le 22 juin 2010 par le mandataire judiciaire et aux différentes transactions intervenues postérieurement, le passif restant à rembourser au 31 mars 2012 dans le cadre de la procédure de sauvegarde se décompose de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	Montants gelés au bilan 31/03/2012	Selon état du mandataire protocolé ou hors plan	Admis	Contesté	Non déclaré
Emprunt obligataire	37 446		37 446		
Emprunt bancaire	44 598		44 598		
Découvert	880		880		
Provision pour risques et charges Clients	2 850 12 256		6 780	7 446	881
Comptes courants	916	916			
Provision pour risques et charges Fournisseurs	297 27 878		3 731	23 159	1 286
Provision pour risques et charges Dettes fiscales et sociales	- 6 379		5 433	7	939
Totaux	133 502	916	98 869	30 612	3 106

Leur règlement est effectué en fonction des échéanciers de paiement et des plans de sauvegarde tels que validés par le Tribunal de Commerce de Cannes.

Ventilation court terme / long terme du passif gelé

(En milliers d'euros)	Valeur nominale	Valeur actualisée	Part à court terme	Part à long terme
Dettes fournisseurs	31 391	27 878	424	27 454
Acomptes clients	13 740	12 256	112	12 145
Dettes sociales	1 161	1 050	99	951
Dettes fiscales	5 812	5 329	1 102	4 228
Passifs gelés	52 103	46 514	1 736	44 778

Note 15. Produits des activités ordinaires

Détail des produits

(En milliers d'euros)	31/03/2012	31/03/2011
Ventes de bateaux neufs	16 116	32 517
Ventes de bateaux d'occasion	3 555	9 600
Prestations de services	9 538	8 235
Ventes de marchandises	569	486
Autres	422	1 467
Produits de l'activité	30 200	52 305

Les produits de l'activité du Groupe pour le premier semestre 2011/2012 s'élèvent à 30,2 M€ contre 52,3 M€ par rapport à l'exercice précédent, soit une baisse de 42,2 %.

Comme anticipé par le Groupe lors de la mise en place de son nouveau business modèle, le démarrage de l'activité n'a pas eu lieu au cours de ce premier semestre.

L'activité Vente de bateaux (neufs et occasion) recule de 54% sur le deuxième trimestre de l'exercice 2011/2012 par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010/2011 (9,9 M€ pour le deuxième trimestre de l'exercice en cours contre 21,6 M€ pour la même période de l'exercice précédent). Le chiffre d'affaires cumulé du premier semestre 2011/2012 enregistre une baisse de 53% par rapport au premier semestre 2010/2011.

Cette diminution s'explique par le choix du Groupe d'orienter sa production vers des unités de grandes tailles, aux délais de production plus longs et dont la vente n'est pas attendue avant la seconde partie de la construction, voire après les premiers essais en mer.

Par ailleurs, le Groupe propose désormais des modèles et des gammes nouvelles (50 mètres en aluminium ITALYACHTS, 86 pieds et 102 pieds CERRI) uniques sur le marché et pour lesquels aucun produit de démonstration permettant de déclencher une vente en début de production ou sur plans, n'est encore disponible.

En outre, en raison du déstockage massif des bateaux d'occasion depuis plusieurs mois, l'activité Vente de bateaux d'occasion a vocation à continuer de baisser de manière significative, le cœur de métier du Groupe devant redevenir la vente de bateaux neufs.

Ainsi, le chiffre d'affaires généré par cette activité s'élève à 1M€ sur le deuxième trimestre de l'exercice 2011/2012 contre 5,1 M€ sur le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Sur l'ensemble du semestre, le chiffre d'affaires réalisé par l'activité Ventes de bateaux d'occasion s'élève à 3,6 M€ contre 9,6 M€ l'année dernière, soit une baisse de 63%.

En revanche, l'activité Services enregistre une belle progression sur la période (passant de 5,4M€ sur le deuxième trimestre 2010/2011 à 6,3 M€ sur le deuxième trimestre 2011/2012, soit une progression de 19 %), témoignant ainsi de la bonne santé des activités dites de Services, incluant celles développées par le groupe Camper & Nicholson notamment dans le brokerage.

Détail des prestations de services

(En milliers d'euros)	31/03/2012	31/03/2011
Commissions sur ventes	3 895	3 079
Commissions sur locations	1 260	1 415
Autres prestations	4 383	3 741
Total prestations de services	9 538	8 235

Note 16. Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions

(En milliers d'euros)	31/03/2012	31/03/2011
Dotations aux amortissements :	(748)	(1 102)
- des actifs incorporels	(19)	(51)
- des actifs corporels	(729)	(1 051)
Dépréciations / reprises nettes sur actifs circulants (1)	(1 758)	(649)
Dotations / reprises de provisions pour risques et charges	5 817	(859)
Total	3 311	(2 610)

(1) Hors reprises de provisions sur créances clients

Les reprises nettes de provisions et amortissements s'élèvent à 3,3 M€ sur le premier semestre 2011/2012 contre une dotation nette de -2,6 M€ au cours de l'exercice précédent. Cette variation provient essentiellement des reprises nettes de provisions pour risques et charges, dont 4,5 M€ sur le litige V, et 1,2 M€ sur le litige fiscal relatif à la TVA en italienne.

Note 17. Autres produits et charges d'exploitation

(En milliers d'euros)	31/03/2012	31/03/2011
Pertes sur créances (nettes des reprises sur provision)	(22)	599
Autres charges et produits d'exploitation	405	(950)
Total	383	(351)

Note 18. Autres produits et charges opérationnels

(En milliers d'euros)	31/03/2012	31/03/2011
Plus ou moins values de cessions d'immobilisations	(168)	(1)
Plus ou moins values de cessions de titres de participation	-	-
Dépréciations :	(309)	(7)
- Des actifs incorporels	-	(7)
- Des actifs corporels	(309)	-
Autres (charges) et produits opérationnels	(1 545)	(2 951)
Total	(2 022)	(2 959)

Les produits nets de cession d'immobilisations incluent une perte générée par une mise au rebut d'immobilisations non encore entièrement amorties du fait du changement de locaux opéré par la filiale américaine de Camper & Nicholson.

Les autres charges opérationnelles diminuent de façon très significative cette année. En effet, les charges de procédure qui pesaient pour 2,9 M€ sur les comptes semestriels 2010/2011 ne se renouvellent plus. Le débouclage du litige sur TVA italienne génère toutefois une charge non récurrente de 1,2 M€.

Note 19. Résultat financier net

(En milliers d'euros)	31/03/2012	31/03/2011
Coût de l'endettement financier brut (1)	(1 467)	(1 357)
Produits d'intérêts	10	20
Coût de l'endettement financier net	(1 457)	(1 337)
Produits et charges financiers liés à l'actualisation (2)	(829)	(1 409)
Autres produits et charges financiers	9	19
Différences de change	(145)	546
Résultat financier net	(2 422)	(2 181)

(1) Dont charge d'actualisation (intérêts) sur emprunt obligataire : -1,4 M€

(2) Dont charges d'actualisation sur dette bancaire: -1,2 M€ et charge d'actualisation sur passif arrêté dans le cadre de la procédure de sauvegarde -0,5 M€ corrigé du produit financier suite à la renégociation des clauses de remboursement du passif de SNP Boat Service (hors le Yacht) : + 0,9 M€

La charge nette totale d'actualisation de la dette remboursable dans le cadre de la procédure de sauvegarde s'élève à -2,3 M€ sur la période.

Note 20. Impôts différés

Le Groupe a mis en place une intégration fiscale pour les sociétés suivantes :

- SA Rodriguez Group (société tête de groupe),
- SA SNP Boat Service,
- SAS G. Rodriguez.

Par convention, les sociétés intégrées fiscalement calculent leur charge d'impôt comme si elles étaient indépendantes. Les économies d'impôts réalisées par les sociétés intégrées fiscalement liées aux déficits sont conservées par la société mère et sont considérées comme une simple économie de trésorerie du fait qu'elles bénéficieront aux sociétés intégrées déficitaires le jour où elles redeviendront bénéficiaires.

Analyse des impôts différés actifs et passifs

Les différences temporelles entre les valeurs en consolidation des éléments d'actif et de passif, et celles résultant de l'application de la réglementation fiscale, donnent lieu à la constatation d'impôts différés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat, ou en capitaux propres si ces impôts concernent des éléments imputés directement en capitaux propres.

Les économies d'impôt résultant de déficits fiscaux reportables sont enregistrées en impôts différés actifs qui sont dépréciés le cas échéant, seuls les montants dont l'utilisation est probable étant maintenus à l'actif du bilan.

Les prévisions de recouvrabilité de l'impôt sur le périmètre d'intégration fiscale incluant les filiales françaises ont conduit à maintenir une créance nette d'impôt différé de 3,8 M€, le Groupe demeurant confiant dans la réalisation des objectifs fixés dans les business plans en 2010/2011.

Sur l'ensemble du périmètre de consolidation, le Groupe présente une créance nette d'impôts différés actifs de 4,8 M€ au titre des pertes reportables.

Les impôts différés actifs et passifs ne sont pas actualisés.

(En milliers d'euros)	30/09/2011	Incidence résultat	Incidence réserves	Variation de change	Reclassement	31/03/2012
Impôts différés actifs	55 281	2 948	-	12	(21)	58 220
Provision pour dépréciation IDA	(51 101)	(2 972)	-	(4)	-	(54 076)
Impôts différés passifs	424	(31)	-	2	(21)	436
Solde net d'impôts différés	3 756	(54)	-	7	-	3 708
ID / Différences temporaires	(311)	167	-	(2)	-	(146)
ID / Retrait.fiscaux et d'harmonisation	(663)	52	-	0	-	(611)
ID / Elimination des dép. et prov. internes	(350)	(88)	-	1	-	(437)
ID / Elimination des résultats internes	199	(41)	-	-	-	157
ID / Autres retraitements IFRS	(25)	-	-	-	-	(25)
Activation de reports déficitaires (brut)	56 007	2 828	-	11	-	58 846
Provision pour dépréciation	(51 101)	(2 972)	-	(4)	-	(54 076)
Activation de reports déficitaires (net)	4 906	(144)	-	7	-	4 769

Note 21. Informations relatives aux parties liées

Outre les rémunérations accordées aux dirigeants (0,5 M€), les principales transactions de nature à affecter la position financière ou le résultat sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Parties liées	Sociétés du Groupe concernées	Nature de la transaction	Facturation au 31/03/2012	
			Charges	Solde au 31/03/2012* Créiteur
SCP NCNGJ	SAS G.RODRIGUEZ	Loyer	168	173
SCP GAL	SNP BOAT SERVICE	Loyer	28	10
SCI AL INVEST	SNP BOAT SERVICE	Loyer	102	3
SCI SAINTE DEVOTE	SNP BOAT SERVICE	Loyer	66	27
SCP LAURA	SNP BOAT SERVICE	Loyer	30	20
SERDANELI	SNP BOAT SERVICE	Achats de marchandises	55	2
			Produits	Débiteur
BAVARIS	SAS G.RODRIGUEZ	Vente de biens et services	-	8
XANDOR EQUITIES	SAS G.RODRIGUEZ	Vente de biens et services	3	4
ORLEANS INDUSTRIES CORP.	SNP BOAT SERVICE	Vente de biens et services	-	10
XANDOR EQUITIES	SNP BOAT SERVICE	Vente de biens et services	27	38

* Y compris le passif gelé dans le cadre des plans de sauvegarde

Note 22. Engagements et passifs éventuels

Les engagements mentionnés dans les comptes consolidés au 30 septembre 2011 restent inchangés à l'exception de :

- Engagements de reprises de, bateaux d'occasion sur ventes de bateaux neufs à moins d'un an : 700 K€,
- Engagements résiduels d'achats fermes sans engagements de ventes fermes : 36 675 K€,
- Caution solidaire pour le loyer de Camper & Nicholsons Mayfair Ltd (filiale de Camper & Nicholsons International S.A) pour le local situé au Part Ground Floor, 18-20 Grafton Street, Londres W1 d'un montant de 425 000 £ annuel, le bail ayant pour terme le 9 août 2023,
- Inaliénabilité des éléments corporels et incorporels du fonds de commerce des sociétés SA Rodriguez Group, SAS G. Rodriguez et SA SNP Boat Service (à l'exclusion du stock et des bateaux immobilisés mis en location), à compter du 07 avril 2010 jusqu'au 07 avril 2020 prononcé par jugement du Tribunal de Commerce de Cannes,
- Les garanties consenties aux termes du protocole conclu avec les banques consistent en :
 - un gage portant sur le stock de navires neufs et d'occasion de SNP Boat Service existant à la date de signature, aux termes d'un acte de gage de stock conclu entre SNP Boat Service et les Banques en date du 30 mars 2010 et inscrit sur le registre spécial tenu par le Greffe du Tribunal de Commerce de Cannes en date du 7 avril 2010. Le cas échéant, les bateaux repris sur les ventes d'unités appartenant au stock gagé décrit précédemment, font à leur tour l'objet d'une inscription et entrent donc dans le stock gagé.
 - des affectations hypothécaires maritimes relatives aux 2 navires immobilisés puisque dédiés à l'activité charter en date du 29 mars 2010,
 - une hypothèque maritime relative au navire précédemment en immobilisation en cours et réaffecté en stock à la clôture, en date du 30 mars 2010,
 - la réitération des garanties consenties par Rodriguez Group au profit des banques dans le cadre de la mise en place du crédit syndiqué de 2005. Ces garanties consistent en :
 - (i) un engagement de caution solidaire de Rodriguez Group, aux termes d'un acte de cautionnement solidaire en date du 29 avril 2010,

- (ii) un nantissement des actions SNP Boat Service et G Rodriguez détenues par Rodriguez Group aux termes d'un acte de nantissement de comptes-titres en date du 29 avril 2010,
- (iii) un gage portant sur les actions Camper & Nicholsons International S.A détenues par Rodriguez Group, aux termes d'un acte de gage en date du 29 avril 2010.

Par ailleurs, Rodriguez Group a signé le 31 janvier 2011 un partenariat avec le groupe Sanlorenzo, aux fins de proposer à ses clients de nouveaux modèles à déplacement et semi-déplacement, pour une gamme de bateaux de 27m, 37m, 40m, 46m et 58m.

Dans le cadre de cet accord, SNP Boat Service bénéficie pour une durée de 5 ans d'une exclusivité de vente, en France et à Monaco, de l'ensemble des navires de la gamme Sanlorenzo de plus de 92 pieds (avec possibilité de vendre dans le monde entier, sans exclusivité) , et une exclusivité pour vendre dans le monde entier la gamme de navires de plus de 50m.

En raison de l'exclusivité dont elle bénéficie désormais en France, SNP Boat Service a également conclu un contrat de sous-location afférent aux locaux du bureau de vente du groupe Sanlorenzo à Antibes, pour une durée expirant le 30 juin 2013.

Engagements reçus

- De U.B.S. – Genève – Suisse (Camper & Nicholsons) au titre de garanties reçues de clients :

400 K USD
26 K CHF
168 K EUR.

Note 23. Secteurs opérationnels

Les facteurs utilisés par le Groupe pour identifier les secteurs opérationnels sont exposés dans la note 4, paragraphe 4.21 « Secteurs opérationnels » des comptes annuels.

Éléments du résultat

- **Au 31 mars 2012:**

Compte de résultat	Ventes de bateaux	Services	Autres et éliminations	Total
Chiffre d'affaires	19 671	11 549	85	31 305
Ventes inter activités	-	(1 020)	(85)	(1 105)
Produits de l'activité	19 671	10 529	(0)	30 200
Achats consommés	(28 344)	(1 166)	-	(29 510)
Autres achats	(4 067)	(4 710)	(230)	(9 007)
Charges de personnel	(2 559)	(4 348)	(968)	(7 875)
Impôts et taxes	(122)	(130)	(61)	(313)
Amortissements et dépréciations	3 894	(574)	(9)	3 311
Autres produits et charges d'exploitation	493	(110)		383
Résultat opérationnel courant	(11 032)	(510)	(1 268)	(12 810)
Autres produits et charges opérationnels	(1 468)	(480)	(74)	(2 022)
Résultat opérationnel	(12 500)	(990)	(1 342)	(14 832)

- **Au 31 mars 2011:**

Compte de résultat	Ventes de bateaux	Services	Autres et éliminations	Total
Chiffre d'affaires	42 117	11 939	-	54 056
Ventes inter activités	-	(1 751)	-	(1 751)
Produits de l'activité	42 117	10 188	-	52 305
Achats consommés	(35 673)	(2 002)	-	(37 675)
Autres achats	(4 155)	(3 932)	(339)	(8 426)
Charges de personnel	(2 510)	(4 755)	(643)	(7 908)
Impôts et taxes	(212)	(110)	(35)	(357)
Amortissements et dépréciations	(1 414)	(1 183)	(13)	(2 610)
Autres produits et charges d'exploitation	(232)	(118)	(1)	(351)
Résultat opérationnel courant	(2 079)	(1 912)	(1 031)	(5 022)
Autres produits et charges opérationnels	(2 262)	(305)	(392)	(2 959)
Résultat opérationnel	(4 341)	(2 217)	(1 423)	(7 981)

Eléments du bilan et autres informations

- Au 31 mars 2012:

Bilan	Ventes de bateaux	Services	Autres et éliminations	Total
Goodwill	61	25 444	-	25 505
Immobilisations incorporelles	34	171	-	205
Immobilisations corporelles	1 001	3 193	149	4 343
Immobilisations financières	425	105	-	530
Impôts différés actifs - non alloués	-	-	-	4 144
Total des actifs non courants	1 521	28 913	149	34 727
Stocks	44 776	916	-	45 692
Clients	7 135	2 565	-	9 700
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 362	18 857	-	22 219
Actifs courants non alloués	-	-	-	18 097
Total des actifs courants	55 273	22 339	-	95 710
Dettes financières non courantes	83 268	774	104	84 145
Autres provisions non courantes	6 159	5 310	-	11 470
Passifs non courants non alloués	-	-	-	45 748
Total des passifs non courants	89 427	6 084	104	141 363
Dettes financières courantes	(774)	1 657	24	907
Acomptes reçus	1 923	13 985	-	15 908
Fournisseurs	26 352	2 508	-	28 860
Passifs courants non alloués	-	-	-	12 217
Total des passifs courants	27 501	18 150	24	57 892

Autres informations

Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	102	534	130	766
Effectifs moyens (ETP)	66	119	8	193

- Au 30 septembre 2011:

Bilan	Ventes de bateaux	Services	Autres et éliminations	Total
Goodwill	61	25 428	-	25 489
Immobilisations incorporelles	51	167	-	218
Immobilisations corporelles	1 080	3 693	27	4 800
Immobilisations financières	431	105	-	535
Impôts différés actifs - non alloués	-	-	-	4 180
Total des actifs non courants	1 623	29 393	27	35 223
Stocks	53 356	628	-	53 984
Clients	5 760	796	-	6 556
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 264	20 520	-	25 784
Actifs courants non alloués	-	-	-	19 614
Total des actifs courants	64 380	21 944	-	105 939
Dettes financières non courantes	81 252	804	-	82 056
Autres provisions non courantes	11 820	5 247	-	17 067
Passifs non courants non alloués	-	-	-	45 516
Total des passifs non courants	93 072	6 051	-	144 639
Dettes financières courantes	1 130	1 637	-	2 767
Acomptes reçus	1 835	14 426	-	16 261
Fournisseurs	17 936	1 584	-	19 520
Passifs courants non alloués	-	-	-	9 538
Total des passifs courants	20 901	17 647	-	48 086

Autres informations

Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	474	577	33	1 084
Effectifs moyens (ETP)	66	122	6	194

**IV - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX
COMPTES SUR L'INFORMATION
FINANCIERE SEMESTRIELLE
AU 31 MARS 2012**

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, et en application des articles L.232-7 du Code de commerce et L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société RODRIGUEZ GROUP S.A., relatifs à la période du 1er octobre 2011 au 31 mars 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalie significative obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

L'information sur les stocks de bateaux neufs et d'occasion dont le montant brut à l'actif est de 83.596 K€, les provisions constatées à la clôture de 42.615 K€ et le montant net de 40.981 K€, vous est présentée en notes 7 et 12 de l'annexe « Stocks » et « Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions ».

Les stocks de bateaux neufs et d'occasion font l'objet d'une dépréciation au cas par cas quand la valeur nette de réalisation devient inférieure au coût. Compte tenu de la spécificité des produits et de l'absence de cotation permettant de la déterminer, la valeur nette de réalisation des bateaux neufs est fondée sur les estimations du groupe et sur les transactions réalisées à la date de clôture. La valeur de réalisation des bateaux d'occasion est déterminée en se basant sur les prix de vente des transactions réalisées au cours de l'exercice pondérés en fonction de l'âge et de l'état des bateaux.

Nous avons pu apprécier la justification et la cohérence des provisions sur les stocks de bateaux neufs et d'occasion mais le groupe continue de ressentir une pression très forte sur les prix de vente entraînant ainsi des cessions de bateaux à des valeurs inférieures à celles inscrites en stocks.

L'impossibilité d'obtenir des valeurs nettes de réalisation fiables pour les bateaux en stock constitue une incertitude qui ne nous permet pas d'apprécier le niveau de dépréciation et donc la valeur nette de réalisation des stocks de bateaux.

Sous cette réserve, sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- Le paragraphe 2.1 indique que la comptabilité est tenue en coûts historiques. Ce principe est appliqué dans le cadre de la continuité d'exploitation. Il est justifié par des prévisionnels d'activité et de résultats détaillés établis par la société. Nous avons pu apprécier la justification des hypothèses retenues, la cohérence des prévisions de charges avec les mesures prises par le Groupe et le caractère apparemment raisonnable des modalités d'établissement des estimations de chiffres d'affaires. Toutefois, l'appréciation de ces dernières reste complexe :
 - à court terme, parce que l'activité est très saisonnée et que les mois les plus actifs se situent historiquement au 2ème semestre de l'exercice ;
 - de manière générale, du fait des incertitudes existantes sur l'évolution et la progression du marché du nautisme dans son ensemble ainsi que de la production des effets des changements de sociétés avec lesquelles le groupe Rodriguez a des contrats d'exclusivité et/ou de commercialisation de bateaux.

- Les modalités d'activation et de dépréciation des impôts différés, d'un montant net à l'actif de 4.180 K€ qui vous sont présentées en note 6 de l'annexe « Actifs financiers par catégories ». La justification de celles-ci résident dans les prévisionnels qui ont fait l'objet de l'observation précédente.

VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

La sincérité et la concordance avec les comptes semestriels consolidés des informations données dans le rapport semestriel d'activité appellent de notre part les mêmes constatations que celles formulées ci-dessus.

Fait à Nice et Le Cannet, le 25 mai 2012

Les Commissaires aux Comptes

Exco Côte d'Azur Audit
Jean Marcel GIULIANI

Moore Stephens Casagrande
Patrick AUMERAS